

VIDAL Alain
14, Rue Antoine Jannone
13500 MARTIGUES

Martigues, le 8 Novembre 2006,

chers camarades,

A noter : cette lettre est une lettre-circulaire envoyée à plusieurs syndicats, à plusieurs tendances d'un même syndicat, à des personnes, à des revues, à des journaux, à certaines organisations politiques et à plusieurs candidats à la présidentielle. Chaque destinataire recevra la même lettre, à la virgule près, au contenu totalement identique et cette lettre ne sera pas personnalisée suivant le destinataire.

Le 10 octobre dernier, un appel à la grève de 24 heures à la Poste était déposé au niveau national. Une journée "temps fort", qui a été suivie massivement. Au niveau Bouches-du-Rhône, uniquement, ce préavis stipulait que cette grève serait illimitée, au service distribution.

Dépassant nos estimations, nous avons constaté, avec satisfaction, que cette grève était suivie massivement au niveau de Martigues, où je travaille, mais également au niveau des Bouches-du-Rhône. De plus, certains bureaux ont continué le conflit les 11 et 12 Octobre, au niveau grand public, alors que leur préavis était de 24 heures. L'unité de tous les postiers était présente, malgré toutes les tentatives pour diviser les postiers, malgré SOFT, malgré NDO...

La force, l'unité et la détermination des postiers du département ont fait que la DOTC, impressionnée (car ils ne s'attendaient pas à une telle mobilisation), a négocié rapidement et le Vendredi 13 Octobre, le travail reprenait (malgré certains "tiraillements" car la Poste nous a trahi, mais ça ne m'étonne pas, revoyant à la baisse les compensations financières de reprise et on a falli repartir en grève le Lundi 16 Octobre pour exiger le respect de ses engagements).

A la suite de ce conflit, à Martigues, le personnel s'est senti motivé, prêt à continuer le combat.

Nous avons été informés d'un nouveau "temps fort" unitaire, pour la journée du 14 Novembre et plusieurs collègues ont poussé un cri de colère en lisant le tract.

Sachant que j'ai un fichier d'adresses assez important, et que j'aime bien écrire, ils m'ont demandé de contacter le plus de monde possible pour dire leurs inquiétudes, leurs craintes et leurs désirs et pour vider le sac qui est rempli à ras bord de colère, après m'avoir expliqué ce qu'ils n'aimaient pas, ce qui les mettaient en colère.

Je partage tout ce qu'ils m'ont rapporté.

C'est donc l'objet de ma lettre.

Depuis plusieurs décennies, on a remarqué que les journées "temps forts" ne servent absolument à rien.

Faire une journée « temps fort » par mois, c'est faire le jeu du Patronat et les grands gagnants de ces « temps forts », ce sont "nos" patrons, ceux qui nous gouvernent et le MEDEF. Faire une grève générale illimitée, c'est faire le jeu de la classe ouvrière, du Prolétariat, des postiers et le personnel se souviendra quel syndicat est resté immobile, refusant d'appeler à la grève générale et faisant le jeu du patronat, et qui a suivi les revendications du personnel pendant le conflit, au moment des prochaines élections aux CAP et aux CCP et autres élections prud'homales.

« Grâce » aux « temps forts », on a "gagné" l'uniformisation de l'âge de la retraite, non pas par le bas, mais par le haut, car certains syndicats (Que je ne nommerai pas, mais ils se reconnaîtront) ont d'appeler à la grève générale, disant que ce n'était pas le moment, et qu'une grève générale ne se décrète pas mais qu'elle se prépare (Mais, ces syndicats, n'ont pas eu le temps, en 3 ans, de la préparer, pourquoi ?) et d'autres (Que je ne nommerai pas, non plus, mais ils se reconnaîtront également) ont appelé à la grève générale, sans le vouloir réellement, du "bout des lèvres" en espérant que leurs bases ne suivraient pas la consigne et ne partiraient pas en grève illimitée. Ils ont soufflé quand ils ont vu que les travailleurs reprenaient sagement le travail.

Le personnel de la distribution est déterminé pour partir en grève illimitée (Alors que Martigues n'a jamais été réputé pour être un bureau "révolutionnaire") et certains collègues, qui ont des Amis travaillant dans d'autres bureaux de Poste, un peu partout en France, m'ont signalé que dans plusieurs départements, le personnel n'attend que l'appel à la grève générale pour rentrer dans la grève, une grève déterminée, longue et dure qui nous portera, je l'espère, à la victoire.

De plus en plus de postiers comprennent que nous sommes à la fin et que nous n'avons plus rien à perdre. Bien au contraire, on a tout à gagner ! Les postiers n'ont rien à perdre. Ils ont une Poste à gagner ! Et que si on n'engage pas une lutte dure contre nos "responsables", nous cautionnerons la mort de notre métier.

Même, des postiers qui, d'habitude, ne "bougent" jamais, se réveillent. L'un d'entre eux m'a même dit, le jeudi 26 Octobre : « Il vaut mieux un mouvement de 10 jours que 10 journées de 24 heures ». Il a raison.

Que risque t'on avec une telle grève ? On ne risque plus d'être envoyé au bagne ou d'être tué à bout portant, comme dans les années 1870/1935. Nos aînés risquaient leur vie et leur Liberté quand ils faisaient grève ou quand ils manifestaient (Rappelons-nous de Founnies, par exemple), et pourtant, au péril de leur vie et de leur Liberté, ils ont pensé au futur, au bien-être des générations suivantes, celles de leurs enfants, de leurs petits-enfants et des suivantes, et ils ont lutté pour gagner la journée de 8 heures, les congés payés, le repos dominical, le droit de se syndiquer, le droit de se réunir, le droit de se soigner...

Tous ces droits sont, d'ailleurs, remis en cause, un par un et l'inertie de la plupart des syndicats fait que ces droits disparaissent petit à petit, sans que nous nous mobilisions.

Le seul risque qui nous attend est le risque financier, Nous n'irons pas en prison et on ne sera pas tué pour fait de grève (du moins, pour l'instant, car vu l'évolution ...). Mais que vaut un sacrifice financier de quelques mois contre la satisfaction de voir que notre emploi et nos acquis sont conservés (Et même de voir que nos acquis catégoriels ne deviennent des acquis à toute la classe ouvrière entière, du public ou du privé) ?

Le personnel de Martigues l'a compris et le personnel des autres bureaux de Poste l'ont compris aussi.

Comme en 1936, comme en 1968, comme en 1974, il faut appeler à la grève générale illimitée, au niveau national (et non au niveau départemental). Il faut que les postiers disent avec la tête haute et le regard rempli de fierté, à leurs enfants, à leurs petits-enfants : « En 2007 ? J'y étais, pour sauver et garantir ton emploi ! »

Il faut donc choisir entre appeler à la grève générale pour l'hiver ou le printemps, pour défendre notre outil de travail ou faire certains "temps forts", qui affaiblissent la classe ouvrière et renforcent le patronat.

Mon choix est fait, le choix de la plupart de mes collègues est fait aussi, nous avons choisi le camp de la grève générale illimitée, en Janvier, Février ou Mars.

La grève générale illimitée est un pas qualitatif que nous devons franchir

Nous devons faire plier ce gouvernement anti-démocratique de Chirac, Sarkozy et « de » Villepin, sans toutefois faire le jeu du parti « socialiste » qui, comme tout le monde le sait, est à l'origine de la mort du service public de la Poste.

En 1989, Paul QUILÈS était ministre « socialiste » des PTT. Le premier ministre était Michel ROCARD, « socialiste » lui-aussi (et non, sous la cohabitation). Paul QUILÈS a délégué Hubert PRÉVOT, syndicaliste (dont je tairai le nom du syndicat dans cette lettre), de faire un rapport sur les PTT, A la suite de ce rapport, il y a eu la séparation entre la Poste et France-Télécom et la disparition du ministère des PTT. Autrement dit, un pas de fait pour aller vers les privatisations de la Poste et de France Télécom.

La droite officielle n'a rien à voir de près ou de loin au lancement du processus de privatisation, mais elle remercie chaque jour le parti "socialiste" pour le cadeau qu'ils lui ont fait.

Donc, quand le parti « socialiste » nous dit que s'ils reviennent, ils arrêteront le processus de privatisation de la Poste et de France-Télécom, ce n'est que pur mensonge, pure démagogie électorale, un piège dans lequel il veut nous faire tomber, pour se faire élire.

Et si on se coordonnait avec l'EDF, qui combat tout seul de son côté, avec ses "temps forts", contre son projet de privatisation (lancée par un autre « socialiste », Dominique STRAUSS-KAHN), et qu'on fasse une grève générale Interpro EDF/Poste illimitée ?

Mieux. Et pourquoi ne pas étendre le préavis de grève générale illimitée aux autres corporations (EDF, SNCF, Air France, France-Télécom, SNCM, Industrie Pétrochimique, PAM....) et même, au privé ? Mais ça, c'est une autre histoire !

Et si certaines centrales syndicales refusent d'appeler à la grève générale, nous sommes prêts à nous mettre en absence irrégulière (car on ne sera pas soutenu par aucune des centrales syndicales et que pour déposer un préavis de grève, il faut le faire officiellement par le biais d'un syndicat représentatif).

L'émancipation des postiers sera l'oeuvre des postiers eux-mêmes et si les centrales syndicales ne suivent pas, on agira seul !

Bien sûr, j'autorise les destinataires à diffuser ma lettre, à la montrer autour d'eux, et ceux qui veulent la publier dans leur revue, ou la lire en direct sur l'antenne d'une radio, peuvent le faire sans problème. Vous pouvez même mentionner mon nom et mon adresse dans l'article que vous publierez (en contrepartie, je vous demanderais de m'en envoyer un exemplaire).

Mai 68 a commencé par une poignée d'étudiants qui se sont réunis. Et Janvier 2007 ? Par qui ?

J'espère vous lire bientôt et je vous en remercie par avance.